Projet co-financé par l'Union Européenne

e-JOUSSOUR

Consultations nationales
Rencontres internationales

Recommandations et déclarations

« Pour un plaidoyer en faveur d'une réforme du secteur des communications »

2011-2012

الإعلام الجمعوي،
من أجل إعلام مواطن
ⴰⵙⵏⵖⵎⵙ ⵏ ⵡⵢⴷⵓⴷ,
ⵉ ⵡⵙⵏⵖⵎⵙ ⴷ ⴰⵏⴰⵎⵓⵔ
Médias Communautaires,
pour une Information Citoyenne

Avec le soutien de

AMARC

ims INTERNATIONAL MEDIA SUPPORT

Portail de la société civile Maghreb-Machrek e-joussour

Programme du Forum des Alternatives Maroc (FMAS)
53 Rue Melouiya, appt. 16, 4ème étage, Agdal, Rabat
Tel : +212 5 37 68 39 26 - Fax : +212 5 37 77 07 22
ejoussour@gmail.com - www.e-joussour.net

Consultations nationales
Rencontres internationales

Recommandations et déclarations

« Pour un plaidoyer en faveur d'une réforme du secteur des communications »

2011-2012

Introduction

Depuis 2003, le « Forum des Alternatives Maroc » (FMAS) œuvre à l'établissement des fondements d'une société marocaine démocratique, citoyenne et autonome. En tant qu'organisation non gouvernementale, le FMAS s'inscrit dans le combat d'ensemble pour le respect des droits humains des populations affectées à divers degrés par les violations des droits civils et politiques et des droits économiques sociaux, culturels et environnementaux.

La démarche du FMAS s'insère dans une perspective stratégique de planification et d'actions construites en synergie avec tous les mouvements et les acteurs concernés par la démocratie, l'équité et la justice sociale, autour de 5 axes stratégiques : « Gouvernance et démocratie », « Jeunesse », « Mouvements sociaux », « Alternatives féminines » et « TICs au service de la société civile ».

C'est dans le cadre de ce dernier axe, que le Portail de la société civile Maghreb-Machrek e-joussour, programme du FMAS, a mis en oeuvre le projet « Médias communautaires, pour une information citoyenne », cofinancé par l'Union Européenne. Ce projet vise à renforcer les fondements de la démocratie et l'élargissement du champ des libertés publiques, notamment la liberté d'expression et des médias au Maroc et plus globalement dans les pays de la région Maghreb-Machrek. Il s'inscrit pleinement dans le processus de réformes en cours, pour être force de proposition et faire aboutir les processus engagés, depuis quelques années déjà, concernant l'ouverture du champ médiatique, notamment aux radios communautaires.

Par ses activités de réflexion, de diagnostic, de plaidoyer et de monitoring, le projet vise à contribuer au renforcement des organisations de la société civile dans leur rôle de proposition pour une réforme du secteur des communications qui garantisse les valeurs de liberté d'opinion et de pluralisme, dans le respect de l'éthique et de la déontologie et l'ouverture du champ médiatique aux radios communautaires. Il vise également à renforcer les capacités techniques et éthiques des acteurs associatifs à promouvoir et animer des médias associatifs -communautaires et diffuser une information alternative, de qualité et accessible, ancrée dans la réalité des populations, par la mise en œuvre d'un programme de consultations, de formations techniques et de rencontres avec des acteurs nationaux et internationaux clés.

Huit rencontres de concertation avec les acteurs de la société civile ont été organisées, d'avril 2011 à avril 2012, pour réfléchir sur les conditions et modalités de la régulation du champ des médias électroniques et la mise en place des radios associatives-communautaires au Maroc :

> Six séminaires nationaux de débats et de consultations intitulés "Médias communautaires, pour une information citoyenne" ont eu lieu dans six villes du Royaume, au profit d'acteurs associatifs de l'ensemble des régions du Maroc.

> Deux rencontres internationales se sont tenues, en présence d'experts internationaux, venus partager leurs expériences et participer à l'enrichissement et la consolidation du processus enclenché.

Au total, ce sont plus de 700 participants, représentants de réseaux et d'associations nationales et régionales, chercheurs dans le domaine des médias, journalistes et experts nationaux et internationaux, qui se sont réunis pour établir un diagnostic du paysage médiatique au Maroc et dans la région, débattre de la stratégie de plaidoyer et formuler des propositions et recommandations. Ce plaidoyer vise une réforme du secteur des communications afin qu'il garantisse l'ouverture du paysage audiovisuel aux médias communautaires, notamment les radios, et qu'il régule le champ des médias électroniques, qui connaît un essor sans précédent.

Cette publication constitue une synthèse des présentations et des débats qui ont eu lieu lors de ces rencontres et souligne les principales propositions et recommandations formulées par les participants, ainsi que les déclarations de Marrakech, qui représentent un premier pas du plaidoyer politique lancé en juin 2012.

Rabat, le 15 juin 2012

Rencontres Nationales

Rabat

30 avril 2011

La ***région du Centre*** impliquant des représentants de la société civile des villes de Rabat, Casablanca, Kenitra, Khemisset, Salé, Sidi Kacem, Sidi Slimen, Mohammedia...

Zagora

28 et 29 mai 2011

En collaboration avec le Forum Beni Zoli pour le Développement et la Communication (FOBDEC) et le Réseau Associatif pour le Développement et la Démocratie (RAZDED).

Les ***régions Souss-Massa-Derâa et Tafilalet*** impliquant des représentants de la société civile des villes de Agadir, Taroudante, Zagora, Ouarzazate, Errachidia...

Tétouan

25 et 26 juin 2011

En collaboration avec le Réseau d'Action Citoyenne (RAC)

La ***région du Nord***, impliquant des représentants de la société civile des villes de Tanger, Tétouan, Chefchaouen, Larache, Ouezzane, Fès, Tounate, Assila, Ksar Kebir...

Rencontres internationales

Marrakech

5, 6, 7 et 8 décembre 2011

En collaboration avec l' Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC) et International Media Support (IMS)

Maroc, Tunisie, Egypte, Palestine, Sénégal, Ghana, Argentine, France, Danemark.

Nador

16 et 17 juillet 2011

En collaboration avec l' Association Jeunesse de Segangane pour la Création Artistique (AJCA-SEG)

Les ***régions de l'Oriental, l'Est et le Rif,*** impliquant des représentants de la société civile des villes de Oujda, Nador, Al Hoceima, Berkane...

Eljadida

24 et 25 septembre 2011

Les ***régions de Tensifet-Haouz et Douka-la-Abda*** impliquant des représentants de la société civile des villes de Marrakech, Essaouira, Safi, Eljadida...

Laâyoune

8 et 9 octobre 2011

En collaboration avec le Forum Assakia Alhamra et Oued Edahab pour la démocratie et le développement.

La ***région du Sud Sahara***, impliquant des représentants de la société civile des villes de Laâyoune, Dakhla, Tarfaya, Tiznit, Goulmime, Sidi Ifni...

Marrakech

27 et 28 avril 2012

En collaboration avec le Forum Social Maghrébin, la Fondation Friedrich Ebert et Alternatives International.

Maroc, Tunisie, Egypte, Palestine, Sénégal, Canada, France, Danemark.

I. Médias alternatifs au sein du paysage audiovisuel marocain : leviers de démocratisation

Ces dernières années, l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) a considérablement modifié le paysage médiatique et favorisé sa diversification. Il n'est plus réduit aux médias classiques car des médias alternatifs ou « citoyens » se sont développés.

Aujourd'hui, la plupart des pays démocratiques connaissent un pluralisme audiovisuel dans lequel coexistent de manière complémentaire trois secteurs médiatiques : le public-étatique, le privé-commercial et l'associatif-communautaire, qui émettent de manière traditionnelle mais aussi sur Internet.

Les rencontres de consultations, de débats et d'échanges, engagées dans le cadre du projet « Médias communautaires, pour une information citoyenne », visaient d'une part à établir un état des lieux-diagnostic du paysage médiatique audiovisuel et de la situation des médias électroniques et communautaires au Maroc, à la lumière d'interventions d'experts nationaux et internationaux et, d'autre part, à mettre en lumière diverses expériences réussies au niveau national et international. L'ensemble des débats ont ensuite permis de dégager les perspectives au Maroc.

1) Les médias alternatifs

Etat des lieux

Le paysage médiatique marocain a été marqué cette dernière décennie par l'essor considérable des médias électroniques qui se veulent alternatifs aux médias classiques (traditionnels). Ils se sont vite imposés sur le marché de l'information et représentent aujourd'hui, une source d'information incontournable chez une large tranche de la population. Ils permettent également aux marocains résidents à l'étranger et à l'opinion publique internationale d'être informés en temps réel et constituent surtout un vrai pouvoir en matière de dénonciation des violations des droits humains.

Cependant, leur situation au Maroc reste fortement liée au contexte général des libertés d'expression et de communication en vigueur et demeure intiment liée à la réalité du champ médiatique marocain.

Ainsi, l'absence de cadre législatif régulant les médias électroniques (qui implique l'impossibilité de profiter des subventions publiques, signer des contrats de publicité, obtenir la carte professionnelle) et le déficit en formation (qui engendre les violations de la propriété intellectuelle et d'éthique) entravent leur développement.

Expériences portails/blogs

Un panel d'expériences de médias alternatifs a été présenté pour souligner la diversité des initiatives entreprises en la matière et sensibiliser les participants à la nature des problèmes et obstacles qui peuvent être rencontrés lors de la gestion de ce type de médias. En effet, dans certaines régions, notamment au Nord et au Sud-Est du pays, certains sites web et portails communautaires s'initient, ces dernières années, à la diffusion de contenus radiophoniques et de télévision par streaming.

Les blogs et portails représentent le moyen de communication alternative le plus en vogue : facilité de mise en place et d'utilisation, faible coût et instantanéité dans le partage de l'information. Ainsi, aux cotés des blogs et portails d'information « traditionnels », d'autres formes également dédiées à la promotion des activités de la société civile et des communautés ont été initiées.

En effet, dans la région du Souss-Massa-Deraa, le Centre ou encore le Nord, des portails visant la promotion de la région, des activités qui y sont organisées, sont lancés par les associations (ex. le portail de la ville de Eljadida, le portail de la ville d'Errachidia, etc).

Les régions du Rif et du Sud sont celles qui connaissent la plus grande dynamique. Se sentant exclues des médias traditionnels, les communautés ont développé leurs propres médias. Cela a contribué à faciliter l'accès à l'information dans la région, sa diffusion et la dénonciation des violations des droits humains et les abus (ex. le portail Arrifinu).

Il est incontestable que le blogging et la presse électronique connaissent un essor important et la société civile s'est bien appropriée ces moyens de communication. Cependant, la radio, qui représente l'alternative la plus appropriée pour répondre aux besoins spécifiques des citoyens et favoriser l'accès démocratique à l'information, est restreinte au secteur public et privé. En effet, les associations ne sont pas autorisées à émettre sur les ondes hertziennes.

2) La radio associative-communautaire

Genèse et évolution dans le monde

S'il existe une multitude de définitions de ce qu'est la radio associative-communautaire, toutes s'accordent à ce que ces radios contribuent à la démocratisation de la communication et à la participation active de la population. Elles permettent l'accès à l'information, donnent une « voix » à des populations souvent marginalisées et favorisent l'exercice démocratique tout en valorisant les cultures locales.

Nées en Amérique latine dans les années cinquante, impulsées par la pauvreté et l'injustice sociale, les radios communautaires se sont également développées en Europe, en Asie et en Afrique, dans un souci de développement durable et d'instauration de la démocratie.

Aujourd'hui, elles représentent un mouvement mondial et sont reconnues légalement dans plus de cent pays des cinq continents, et leur place dans le champ médiatique national à coté des médias publics et privés est spécifique et s'affirme de plus en plus comme un secteur complémentaire ayant des missions et fonctions différentes dans la société. Elles apportent au champ audiovisuel une plus-value non seulement au niveau de la démocratisation de la communication audiovisuelle (accès à l'information, appropriation des médias par les citoyens, liberté d'expression politique et culturelle des communautés exclues et marginalisées, etc.) mais aussi une contribution importante au renforcement de la participation des citoyens dans le processus de développement.

Au Maroc : Les radios associatives-communautaires non autorisées

Depuis 2002, le paysage audiovisuel marocain, n'est plus sous le monopole de l'Etat : une nouvelle loi de la communication audiovisuelle a été votée, et la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA), instance de régulation, a été créée.

Cependant, la réforme de l'audiovisuel n'a pas débouché sur la pluralité escomptée : le paysage médiatique demeure restreint aux médias publics et privés à caractère commercial. En effet, les radios communautaires-associatives, existant dans tous les pays démocratiques, restent interdites.

Expériences de webradios

Les webradios, alternatives aux radios traditionnelles, et pouvant être montées à faible coût, restent plus rares dans le champ des médias électroniques marocains. En effet, quelques expériences ont été initiées, mais qui restent sans grand impact et n'arrivent pas à se positionner sur le champ des médias comme références (ex. la webradio de Yabiladi, le Portail de la communauté marocaine résidant à l'étranger).

3) Perspectives au Maroc

Le champ médiatique marocain a atteint aujourd'hui la maturité lui permettant de s'ouvrir aux médias associatifs-communautaires, notamment les radios.

Aussi, la conjoncture actuelle, de débats et de réformes, est propice pour apporter des amendements nécessaires à la loi afin qu'elle autorise l'existence de ces médias communautaires, notamment les radios, aux côtés des médias publics et privés et qu'elle régule le secteur électronique, jouant un rôle indéniable en information, sans pour autant réduire les libertés d'expression et d'opinion qu'il offre.

Aujourd'hui, la société civile marocaine milite pour remédier à cette carence. Elle a la conviction que les populations qu'elle cible doivent jouir de leur droit à la communication tel que reconnu par le droit et déclarations internationaux, et garanti par la nouvelle constitution marocaine.
La revendication de la société civile marocaine pour la reconnaissance juridique et la promotion des radios associatives-communautaires date de 2011. Elle est initiée par le Forum des Alternatives Maroc (FMAS) et portée par un millier d'associations implantées dans les 16 régions du Royaume. Elle capitalise toutes les initiatives antérieures en la matière, notamment la première Conférence Arabo-Africaine de la Radio Communautaire organisée par l'AMARC, l'UNESCO et le gouvernement marocain, tenue à Rabat en octobre 2007, ainsi que le « Dialogue national Medias et Société » entrepris en 2010 par le Parlement avec les médias et la société civile et qui contient, parmi ses 300 recommandations, certaines relatives à l'émergence, l'encadrement et la régulation (avec différentes formes de soutiens publics) de médias associatifs au Maroc.

A l'occasion de la création de l'installation au Maroc de la chaire UNESCO/Orbicom en « communication publique et communautaire »

" Cette initiative permettra aussi de faire promouvoir l'action visant à instaurer un meilleur cadre pour la mise en place de radios communautaires au Maroc, à l'heure où l'espace audiovisuel connaît des changements importants. "

- Nabil Benabdallah, Ministre de la Communication (décembre 2006)

II. Plaidoyer « Pour une réforme du paysage audiovisuel médiatique marocain »

Au terme des travaux des huit rencontres, des recommandations et des éléments de stratégie de plaidoyer ont été formulés par les participants pour plaider une réforme du secteur des communications qui garantisse l'ouverture du champ médiatique aux radios communautaires et qui régule les médias électroniques.

1) Pour un cadre législatif garantissant l'existence des radios associatives-communautaires

L'ensemble des participants s'est accordé sur le fait que le climat actuel de débats sur les réformes est particulièrement favorable et propice pour apporter des amendements et des propositions qui viendront combler les vides juridiques existants et que cette opportunité doit être saisie pour participer pleinement au chantier de réformes en cours et s'inscrire en tant que force de proposition.

Recommandations

Conscients de l'importance d'agir très vite dans le contexte de réformes et de réflexion sur les législations, les premières étapes pour un plaidoyer en faveur des radios associatives-communautaires sont les suivantes :

> Tracer, à la lumière des recommandations et expertises, les lignes directrices de la stratégie de plaidoyer ;

> Concevoir et valider un mémorandum, un projet de loi et un code déontologique des radios associatives-communautaires pour plaider l'amendement de la loi 77-03 ;

Il est dans le même temps indispensable de renforcer les capacités des acteurs associatifs. Pour ce faire, les recommandations sont les suivantes :

> Soutenir des projets pilotes de « webradios » qui viendraient appuyer le plaidoyer (Radio Errachidia, Radio des femmes du Souss…), à travers l'organisation de sessions de formation et l'équipement technique ;

> Acquérir un serveur pour héberger les webradios des associations ;

> Lancer Radio « e-joussour », une webradio participative, porte-parole de la société civile du Maroc et de la région Maghreb-Machrek.

Déclaration de Marrakech (8 déc. 2011)

Plus de soixante acteurs associatifs, journalistes, blogueurs, experts, formateurs, opérateurs de médias…..) se sont penchés, du 5 au 8 décembre 2011 à Marrakech, sur le secteur de la radiodiffusion de service public, communautaire et associative, dans l'optique de promouvoir une information citoyenne au Maroc. Avec la participation de coordinateurs et spécialistes de réseaux de médias communautaires à l'échelle mondiale, venant notamment d'Amérique latine (Argentine, Brésil), d'Afrique (Ghana, Sénégal, Niger, Egypte, Tunisie), d'Orient (Palestine) et d'Europe (France), les travaux et ateliers de ce séminaire ont porté sur l'encadrement législatif, de régulation et d'autorégulation à promouvoir pour que ce secteur d'intérêt public soit un élément essentiel de la démocratisation du champ médiatique national. A l'issue d'échanges sur les principes et standards internationaux recommandés (notamment par l'UNESCO et la Charte Africaines des Radios), et sur les expériences performantes à travers le monde, les participantes et participants ont adopté la déclaration suivante :

> Dans le choix de la démocratie, devenu irréversible pour les sociétés de la région Maghreb-Machrek, un champ médiatique diversifié et démocratique, nourri par une participation effective et par une appropriation protégée et légitimée de l'expression médiatique par les citoyens, est désormais un levier décisif pour le devenir des sociétés et de leurs modes de gouvernance à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la vie collective ;

> Tout champ médiatique, voué à la démocratisation de l'Etat et de la société, et à une citoyenneté agissante sur la gouvernance, au moyen notamment des médias communautaires, doit être guidé et encadré par le référentiel des droits de l'Homme tels que stipulés par la Déclaration universelle, ainsi que par l'éthique et la déontologie des médias telles que consignées dans les chartes mondialement adoptées et promues parmi les professionnels des médias ;

> Comme en donnent la preuve éclatante, les formes et initiatives de prise de parole citoyennes, tout particulièrement le cyberactivisme de la jeunesse dans la région Maghreb-Machrek, le « droit à la communication » est plus que jamais un droit inaliénable, un droit à ce point moderne et décisif pour la destinée des peuples, qu'il doit accéder désormais à une place avancée dans le référentiel des droits de l'Homme et dans les modèles

> Pour que ce secteur des médias communautaires joue son rôle pertinent dans la promotion d'une culture et d'une gouvernance démocratiques, participatives et citoyennes, et il faut qu'il veille à ce que les normes, les pratiques et les standards d'une telle gouvernance et d'une telle culture soient respectés et constamment promus en

son sein, et dans tous les aspects de l'activité d'une radio au médium communautaire : dans son organisation, son fonctionnement, son financement, sa gouvernance, ses contenus, etc. A cet égard, tous les participants à la rencontre de Marrakech ont retenu les principes et standards recommandés par l'AMARC et par nombre d'expériences de médias communautaires performantes, à travers le monde, qui en ont fait le référentiel guidant leurs pratiques et initiatives au sein de la société ;

> Tout média communautaire ne peut prétendre à un tel rôle sociétal, que si sa raison d'être et le sens de ses pratiques, en tant que média à but non lucratif, sont rigoureusement définis à partir et en fonction de sa population cible, c'est-à-dire un groupe de citoyens que mobilisent des objectifs communs et partagés, qu'ils soient d'ordre social, culturel, économique… Une radio communautaire ou associative émerge du groupe ou association qui la gouverne et la gère, en élabore et produit les contenus, en évalue régulièrement l'impact et la mission ;

> Le Maroc, à l'instar de nombre de pays de la région Maghreb-Machrek, où le dynamisme, sans précédent, des citoyens et des sociétés civiles dans la médiasphère (médias et TIC), ont mis à l'épreuve le droit à la communication, est appelé, avec sa jeunesse, à consacrer solennellement ce droit et, par conséquent, à outiller ce secteur des médias communautaires par le nécessaire encadrement législatif, de régulation et d'autorégulation, pour que sa légitimité et sa liberté d'action soit installées, aux plans institutionnel et politique, en tant que troisième catégorie ou acteur de médias, aux cotés des médias de service public et des médias privés ;

> Pour que ce secteur émerge et se renforce dans le champ médiatique national, il est impératif que le tissu associatif à vocation locale, comme le monde des ONG et des défenseurs des droits humains, de la liberté d'expression, du droit à l'information et du droit à la communication, s'engagent dans des partenariats et des réseautages, pour porter et soutenir le plaidoyer nécessaire, pour encourager et appuyer toute initiative de création de medias communautaires (radio à diffusion hertzienne, web radio…), pour aider à la formation des compétences et des leaderships, etc.

> Les dizaines d'initiatives marocaines en gestation, notamment les web radios et portails de proximité, doivent être aux premières lignes dans la réalisation de cet objectif de plaidoyer et de réseautage, avec l'appui, bien acquis déjà, du reste du monde associatif national comme des partenaires à rayonnement international, comme l'AMARC, forte de ses 4000 membres (médias et réseaux de médias) répartis dans 115 pays.

> Les participants à la rencontre internationale de Marrakech demandent, avec le Forum des Alternatives Maroc (FMAS), avec le soutien de l'AMARC Mondiale, que soient dédiée une partie significative de la ressource hertzienne dans la bande FM pour les radios communautaires et associatives, de manière équitable, transparente et démocratique.

2) Régulation du champ des médias électroniques

La problématique de la régulation du champ des médias électroniques, qui a suscisté des débats tumultueux, reste ouverte.

En effet, les avis divergent entre ceux qui sont favorables à une éventuelle régulation et ceux qui pensent que cela pourrait représenter une régression de la liberté d'expression qu'offrent les médias électroniques.

Les participants ont fini par s'accorder sur le fait qu'il convient d'aborder cette question selon deux approches : une pour les initiatives personnelles (statut amateur) qui devraient continuer à bénéficier de la liberté qu'offre le web, et une autre pour la presse électronique qui devrait être régulée et avoir un code, afin de lui permettre pérennité et développement.

Recommandations

> Etablir les principes de base d'une auto régulation (charte d'éthique et de déontologie) ;

> Mettre en place une justice en charge des questions d'information et de communication ;

> L'octroi des décisions d'interdire ou instruire les demandes doit être réservé la justice ;

> Prospecter des alternatives de financement et de partenariats ;

> Travailler en réseau pour un échange et une capitalisation des expériences ;

> Assurer une formation aux acteurs de la société civile avant de s'engager dans le plaidoyer pour une régulation éventuelle ;

> Renforcer les capacités des ressources humaines ;

> Soutenir des initiatives associatives de blogs-portails à travers l'organisation de sessions de formation ;

> Héberger les initiatives sur un serveur dédié.

Déclaration de Marrakech (28 avr. 2012)

Appel de la société civile Afrique-Machrek « Pour l'effectivité du droit à la communication »

A l'initiative du Portail de la société civile Maghreb Machrek E-Joussour, programme du Forum des Alternatives Maroc (FMAS), plus de quatre vingt acteurs (associatifs, journalistes, blogueurs, experts, chercheurs, opérateurs de médias…) se sont penchés, les 27 et 28 avril 2012 à Marrakech, sur le secteur des médias alternatifs, dans l'optique de promouvoir une information citoyenne au Maroc. Avec la participation active d'acteurs d'Afrique (Sénégal, Maroc, Tunisie, Egypte), d'Europe (France, Danemark), du Machrek (Palestine, Jordanie) et du Canada, les travaux et ateliers de ce séminaire ont porté particulièrement sur le panorama, le rôle et les enjeux des médias alternatifs et sur l'encadrement législatif, de régulation et d'autorégulation à promouvoir pour que ce secteur d'intérêt public soit un élément essentiel de la démocratisation des sociétés dans cette région. A l'issue d'échanges sur les principes et standards internationaux, et sur les expériences performantes à travers le monde, les participantes et participants ont adopté l'appel suivant :

Nous acteurs de l'information alternative, du champ médiatique, chercheurs et militants qui utilisons la communication comme outil de démocratisation et de transformation sociale,

Considérant que :

1. Dans le choix de la démocratie, devenu irréversible pour les sociétés de la région Maghreb Machrek, un champ médiatique diversifié et démocratique, nourri par une participation effective et par une appropriation protégée et légitimée de l'expression médiatique par les citoyens, est désormais un levier décisif pour l'avenir des sociétés et de leurs modes de gouvernance à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la vie collective ;

2. Tout champ médiatique, partie-prenante de la démocratisation de l'Etat et de la société, doit être guidé et encadré par le référentiel des droits de l'Homme tels que stipulés par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, ainsi que par l'éthique et la déontologie des médias telles que consignées dans les chartes mondialement adoptées et promues parmi les professionnels des médias au plan régional et international ;

3. Le droit à la communication est un droit fondamental, inaliénable et un bien commun de l'humanité. Comme en donnent la preuve éclatante, les formes et initiatives de prise de parole citoyennes, et notamment l'activisme de la jeunesse dans la région Maghreb Machrek sur les réseaux et médias sociaux via l'internet ;

Nous appelons à,

- Un accès libre et démocratique à l'information conformément aux principes du droit humain universel ;
- Mettre en œuvre le droit à la communication conformément aux standards et conventions recommandés à l'échelle internationale ;
- Définir les modalités de régulation et d'autorégulation du champ médiatique alternatif, conformément aux normes internationales démocratiques ;
- Assurer l'accès et la gratuité de la connectivité en faveur d'associations d'intérêt public ;
- Libérer le spectre hertzien au profit des médias communautaires-associatifs.

Nous nous engageons à,

- Constituer un réseau « Afrique-Machrek », qui coordonnera les campagnes de plaidoyer pour garantir et renforcer le droit à la communication ;
- Préparer une plateforme commune d'échanges et de capitalisation d'expériences ;
- Etablir un monitoring régional (à l'échelle de chaque pays) de l'évolution de la situation des libertés d'expression et de communication et principalement concernant l'effectivité du droit à la communication ;
- Soutenir les initiatives régionales oeuvrant pour l'effectivité de ce droit ;
- Participer activement à la tenue du Forum thématique « Médias alternatifs : pour une information citoyenne » qui se tiendra dans le cadre du projet « Médias communautaires » porté par e-joussour, en vue de préparer le 1er Forum Afrique-Machrek des médias libres à Tunis en 2013.

Conclusion

Ces six séminaires régionaux et ces deux rencontres internationales étaient une première étape de consultation et de réseautage dans le cadre du plaidoyer engagé par le Portail e-joussour de la société civile de la région Maghreb-Machrek et ses partenaires nationaux et internationaux, pour une réforme du secteur des communications audiovisuelles.

Ainsi les acteurs de la société civile, les chercheurs, experts et professionnels du secteur médiatique se sont accordés sur l'importance de la capitalisation des initiatives antérieures entreprises en la matière et sur l'importance de prendre en considération les particularités politico-socio-culturelles et enjeux de la région.

Aussi, le climat actuel est particulièrement propice pour être force de propositions. Cette opportunité doit être saisie pour participer pleinement au chantier de réformes en cours.

Les réflexions produites, lors des séminaires, se sont articulées autour des recommandations suivantes :

Propositions de réformes législatives :

> Amender la loi de la communication audiovisuelle pour permettre l'existence de radios communautaires et « réguler » les médias électroniques ;

> Promulguer une aide publique pour soutenir la mise en place des médias communautaires et garantir la pérennité à l'ouverture de l'espace médiatique;

> Mettre en place un cadre législatif, en concertation avec les acteurs concernés, régissant les médias électroniques.

Besoins en matière de renforcement des capacités:

> Organiser des sessions de formations, de partage d'expériences ;

> Soutenir des projets pilotes.

Sur le plan organisationnel :

> Le réseautage des différentes associations participantes et impliquées dans ce champ ;

> Former et animer un comité de suivi et de relance pour le plaidoyer politique.

Les consultations et les rencontres internationales ont permis d'enclencher une réelle dynamique des acteurs de la société civile en faveur d'une réforme du secteur des communications, au niveau national, mais également régional et international.

Depuis, un mouvement associatif national s'est constitué et porte désormais la revendication du droit à la communication audiovisuelle. Une plateforme de plaidoyer pour la reconnaissance des radios associatives-communautaires au Maroc, comprenant un mémorandum, une étude, un code déontologique et un projet de loi a été publiée et diffusée. Des acteurs internationaux clés dans le champ des médias alternatifs, notamment l'AMARC et IMS soutiennent et s'associent au plaidoyer. Enfin, différents acteurs associatifs de la région Maghreb-Machrek se sont réunis pour partager leurs expériences en matière de radios (notamment le Maroc, la Tunisie et la Jordanie) et réaliser un plaidoyer en commun pour la reconnaissance des radios associatives-communautaires dans la région.

Le portail de la société civile Maghreb-Machrek « e-joussour » a organisé, à Marrakech, pour des acteurs de la société civile, une initiation aux techniques de base de la webradio, les 7 et 8 décembre 2011, ainsi qu'un premier cycle de renforcement des capacités en médias alternatifs et communautaires, du 20 au 25 février 2012. Les participant(e)s venu(e)s de tout le Maroc ont développé leur connaissance et savoir-faire autour de trois thèmes : « Journalisme citoyen », « Radio/web radio » et « Blogging-podcasting ».

Plus d'informations :

www.e-joussour.net; www.amarc.org; www.unesco.org; www.i-m-s-dk.org

Retrouvez toute la documentation relative aux rencontres
(plateformes, rapports, photos, vidéos, revue de presse)
sur le Portail e-joussour
http://www.e-joussour.net/node/9516

لجمعوي،
لام مواطن
ⴰⵙⵏⵖⵎⵙ ⵏ
ⵉ ⵡⵙⵏⵖⵎⵙ
MÉD
COMMUNA
POUR UNE INFORM

تجدون مختلف الوثائق الخاصة باللقاءات الوطنية و الدولية
(آرضيات، برامج، تقارير، صور، فيديوهات...) على الرابط التالي:
http://www.e-joussour.net/ar/node/9517

الإعـــلام ا
من أجل إع
ⵡⵉⴷⵓⴷ,
ⴷ ⴰⵏⴰⵎⵓⵔ
DIAS
AUTAIRES,
ATION CITOYENNE

على المستوى التنظيمي :

- ربط مختلف الجمعيات المشاركة في إطار شبكة (التشبيك) ؛
- تشكيل لجنة لتتبع المرافعة السياسية وتحفيزها.

وقد ساعدت اللقاءات التشاورية و الدولية في تحريك دينامية حقيقية بالمجتمع المدني تهدف إلى إصلاح قطاع التواصل ، على المستوى الوطني الإقليمي والدولي .و بذلك تشكلت حركة جمعوية وطنية تطالب بإفعال الحق في التواصل السمعي البصري ، حيث تم إصدار أرضية ترافعية للاعتراف بالإذاعات الجمعوية بالمغرب ، أصدرت معها مذكرة و دراسة و مدونة أخلاقيات خاصة بالإذاعات الجمعوية ومشروع قانون مأطر.

وقد دعى فاعلين دوليين و رواد بمجال الإعلام البديل للإنضمام إلى هذه الحملة ، بما في ذلك AMARC و IMS. وأخيرا، حيث عرفت هاته اللقاءات مشاركة فعاليات المجتمع المدني مغرب / مشرق ، من عدة جمعيات لتبادل الخبرات و التجارب ، (من المغرب ومصر و فلسطين وتونس والأردن...)، تكللت بمشروع حملة ترافعية للاعتراف بالإذاعات الجمعوية بالمنطقة

نظمت بوابة المجتمع المدني مغرب ـ مشرق "جسور" أول دورة تكوينة للرفع من قدرات الفاعلين الجمعويين في مجال الإعلام البديل، و ذلك من 20 إلى 25 فبراير 2012 بمراكش.

حيث شملت هذه الدورة التي استفاد منها ثلاثون مشارك (ة) من جميع أنحاء المغرب "الصحافة المواطنة" ، "التدوين و البودكاست" و "الإذاعة و الإذاعة الإلكترونية".

للمزيد من المعلومات، يمكن زيارة المواقع التالية

www.e-joussour.net ; www.amarc.org ; www.unesco.org ; www.i-m-s-dk.org

خلاصة

لقد شكلت الندوات الست واللقاءان الدوليان خطوة أولى من التشاور والتشبيك في إطار المرافعة التي أطلقتها "جسور" (بوابة المجتمع المدني مغرب- مشرق)، البرنامج التابع لمنتدى بدائل المغرب وشركائه الوطنيين والدوليين، من أجل إصلاح قطاع الاتصال السمعي البصري بما يفسح المجال لوجود الإذاعات الجمعوية ويمكن من ضبط وسائل الإعلام الإلكترونية.

هكذا، أجمع الفاعلون من المجتمع المدني والباحثون والإعلاميون المهنيون على أهمية ترصيد والبناء على ما تمت مراكمته من مبادرات سابقة في هذا المجال: (المرافعة التي أطلقتها اليونيسيكو سنة 2006، المؤتمر الدولي العربي – الإفريقي الأول حول الإذاعات الجمعوية بالرباط المنظم من لدن الهيئة الدولية للإذاعات الجمعوية واليونيسيكو ووزارة الاتصال المغربية، الحوار الوطني حول الإعلام والمجتمع الذي باشره البرلمان مع وسائل الإعلام والمجتمع المدني والذي يضم من بين توصياته الـ 300 عددا من التوصيات التي تهم تشجيع بروز وسائل الإعلام الجمعوية بالمغرب وتأطيرها وضبطها (من خلال تقديم أشكال مختلفة من الدعم العمومي)) كما أكدوا على أهمية أخذ الخصوصيات السياسية والسوسيو-ثقافية وتحديات المنطقة بعين الاعتبار.

كما أن، فالمناخ الحالي ملائم بشكل خاص من أجل القيام بتعديلات على قانون السمعي البصري والتقدم بمقترحات لسد الفراغ القانوني القائم. ويجب اغتنام هذه الفرصة من أجل المشاركة بقوة في ورش الإصلاحات الجارية بالمغرب والانخراط فيها كقوة اقتراحية.

لقد تمحورت الأفكار التي عرفتها الندوات حول التوصيات التالية:

على مستوى مقترحات الإصلاحات القانونية

- تعديل القانون المتعلق بالسمعي البصري لجعله يسمح بوجود إذاعات جمعوية ويعمل على ضبط وسائل الإعلام الإلكترونية ؛
- إحداث دعم عمومي لدعم إحداث وسائل إعلام جمعوية وضمان ديمومتها عند فتح المجال الإعلامي ؛
- وضع إطار تشريعي ينظم وسائل الإعلام الإلكترونية بتشاور مع الفاعلين المعنيين.

على مستوى الحاجيات المرتبطة بتعزيز القدرات :

- تنظيم دورات تكوينية لتقاسم التجارب ؛
- دعم المشاريع النموذجية.

ندعو إلى :

- ضمان ولوج حر وديمقراطي للمعلومة وذلك طبقا للمبادئ الكونية لحقوق الإنسان؛
- إعمال الحق في الاتصال والتواصل طبقا للمعايير والاتفاقيات المعتمدة على الصعيد الدولي في هذا المجال؛
- تحديد كيفيات الضبط والضبط الذاتي لحقل الإعلام البديل طبقا للمعايير الدولية الديمقراطية؛
- ضمان الولوج للربط بشبكة الأنترنت ومجانيته لفائدة الجمعيات ذات المنفعة العامة؛
- تحرير الترددات الهردزية لفائدة وسائل الإعلام الجمعوية.

نلتزم بما يلي :

- تكوين شبكة "إفريقيا – المشرق" لتنسيق حملات المرافعة من أجل ضمان وتعزيز الحق في الاتصال والتواصل؛
- إعداد أرضية مشتركة لتبادل الخبرات وترصيد التجارب؛
- القيام بعملية رصد (على مستوى كل دولة) لتطور وضعية حرية التعبير والاتصال وأساسا مدى إعمال الحق في الاتصال والتواصل؛
- دعم المبادرات الإقليمية الرامية للحث على إعمال هذا الحق؛
- المشاركة الفعالة في المنتدى الموضوعاتي الذي سينظم حول "الإعلام البديل : من أجل إعلام مواطن" في إطار مشروع الإعلام الجمعوي الذي تنفذه بوابه "جسور"، وذلك في أفق تحضير المنتدى الأول لإفريقيا ؛
- المشرق لوسائل الإعلام الحرة الذي سينظم بتونس سنة 2013.

إعلان مراكش في (28 أبريل 2012)

نداء هيئات المجتمع المدني بإفريقيا والمشرق "من أجل إعمال فعلي للحق في الاتصال"

بمبادرة من بوابة "جسور": بوابة المجتمع المدني مشرق مغرب، التي تعد برنامجا لمنتدى بدائل المغرب، انكب أزيد من ثمانين فاعلا (جمعويون، مدونون، خبراء، باحثون، فاعلون إعلاميون...)، يومي 27 و 28 أبريل 2012 بمراكش على تدارس قطاع الإعلام البديل، بهدف النهوض بالإعلام المواطن بالمغرب. وقد انصبت أشغال هذه الندوة، التي شهدت مشاركة فاعلين من إفريقيا (السينغال، المغرب، تونس ومصر) وأوروبا (فرنسا، الدنمارك) والمشرق (فلسطين، الأردن) وكندا، على واقع ودور وتحديات الإعلام البديل وكذا التأطير القانوني والضبط والضبط الذاتي الواجب وضعه حتى يصبح هذا القطاع، ذو المنفعة العامة، عنصرا أساسيا في دمقرطة المجتمعات بالمنطقة. وعقب التبادلات والنقاشات التي جرت حول المبادئ والمعايير الدولية والتجارب الناجحة عبر العالم، اعتمد المشاركون والمشاركات النداء التالي :

نحن مجموعة من الفاعلين في مجال الإعلام البديل وفي الحقل الإعلامي ومن الباحثين والمناضلين ممن يستعلمون الاتصال كآلية للدمقرطة والتغيير الاجتماعي،

نعتبر أن :

- في ظل الخيار الديمقراطي، الذي أضحى خيارا لا رجعة فيه بالنسبة لمجتمعات المنطقة المغاربية والمشرق، أضحى وجود حقل إعلامي متنوع وديمقراطي تعززه المشاركة الفعلية للمواطنين وتملكهم لسبل التعبير الإعلامي، رافعة أساسية من أجل مستقبل المجتمعات وأنماط الحكامة المعتمدة بها على كل المستويات وفي كل مناحي الحياة المشتركة؛
- إن كل حقل إعلامي، بما هو طرف في مسلسل دمقرطة البلاد، يجب أن يكون موجها ومؤطرا بمرجعية حقوق الإنسان كما هي منصوص عليها في الإعلان العالمي لحقوق الإنسان وفي أخلاقيات المهنة والمواثيق المعتمدة عالميا والمعمول بها بين صفوف مهنيي قطاع الإعلام؛
- "الحق في الاتصال"حق ثابت غير قابل للتصرف وهو ملكية مشتركة للبشرية جمعاء، وهو الأمر الذي تبرهن عليه بجلاء كل أشكال ومبادرات التعبيرات المواطنة، خاصة "النضال الرقمي" للشباب في المنطقة المغاربية والمشرق على شبكات التواصل الاجتماعي عبر الأنترنت؛

2] ضبط حقل وسائل الإعلامي الإلكترونية

لم يتم بعد الحسم في طريقة ضبط حقل وسائل الإعلام الإلكترونية, وقد أثيرت نقاشات صاخبة حول الموضوع، إذ هناك آراء متباينة بين الداعين لضبط القطاع وأولائك الذين يجدون أن الأمر قد يمثل تراجعا عن حرية التعبير التي توفرها وسائل الإعلام الإلكترونية

وقد خلص المشاركون إلى الاتفاق على أنه يجب تبني مقاربتين : واحدة تهم المبادرات الشخصية (الهواة) الذين يجب أن يستمروا في الاستفادة من الحرية التي توفرها الأنترنت، وثانية موجهة للصحافة الإلكترونية التي يجب أن تخضع لضبط وإطار قانوني من أجل توفير سبل إستدامتها وتطورها.

توصيات

- وضع المبادئ الأساسية للضبط الذاتي (ميثاق الأخلاقيات)؛
- إحداث قضاء مكلف بقضايا الإعلام والاتصال؛
- جعل صلاحية المنع أو البث في الطلبات بيد القضاء؛
- البحث عن بدائل للتمويل والشراكات؛
- العمل في إطار شبكات من أجل تبادل التجارب وترصيدها؛
- ضمان تكوين فاعلي المجتمع المدني قبل انخراطهم في المرافعة من أجل وضع إطار للضبط؛
- تطوير الجانب المرتبط بتكوين وتتبع الموارد البشرية؛
- دعم المبادرات الجمعوية لخلق مدونات ومواقع عبر وضع برنامج للتكوين؛
- احتضان المبادرات في جهاز خادم (serveur) مخصص لذلك.

المعايير مرجعيتها المؤطرة لممارساتها ومبادراتها داخل المجتمع؛

- لا يمكن لأي إعلام جمعوي أن يلعب الدور المجتمعي المشار إليه أعلاه، إلا إذا كانت علة وجوده والفلسفة الكامنة وراء أنشطته، بوصفه وسيلة إعلامية لا تتوخى تحقيق الربح، محددتين بشكل دقيق انطلاقا من خصائص وحاجبات الفئات التي يستهدفها،أي مجموعة من المواطنين الذي تجمعهم وتحفزهم أهداف مشتركة يتقاسمونها سواء كانت أهدافا اجتماعية أو ثقافية أو اقتصادية. ذلك أن الإذاعة الجمعوية تنبثق من المجموعة أو الجمعية التي تديرها و تسيرها وتضع وتنتج محتوياتها وتقوم بالتقييم المنتظم لآثار أنشطتها وبرامجها وظيفتها

- إن المغرب، وعلى غرار دول المنطقة المغاربية والمشرق، التي شهدت دينامية غير مسبوقة للمواطنين والمجتمع المدني في حقل الإعلام وتكنولوجيات الإعلام والاتصال وضعت مفهوم الحق في التواصل على المحك ، لمدعو، مع شبابه، لتكريس هذا الحق بشكل رسمي من خلال وضع إطار تشريعي وقواعد للضبط والضبط الذاتي لقطاع الإعلام الجمعوي وذلك لإرساء شرعيته و ضمان حريته على المستويين المؤسساتي والسياسي كقطاع ثالث إلى جانب الإعلام العمومي والخاص.

- من أجل ضمان بروز هذا القطاع وتعزيز حضوره في الحقل الإعلامي الوطني، من الضروري أن ينخرط النسيج الجمعوي المحلي والمنظمات غير الحكومية والمدافعون عن حقوق الإنسان وحرية التعبير والحق في الإعلام والحق في الاتصال في شراكات وشبكات لحمل مشعل الترافع ودعمه حتى يتسنى تشجيع و دعم كل المبادرات الرامية إلى إحداث وسائل إعلام جمعوية (إذاعات تبث عبر الترددات الهردزية، إذاعات تبث عبر الأنترنت...) ومن أجل المساعدة على تكوين كفاءات وفعاليات رائدة في هذا المجال؛

- يجب أن تكون العشرات من المبادرات المغربية التي تتلمس طريقها حاليا، خصوصا الإذاعات الإلكترونية ومواقع القرب، في طليعة تنفيذ أهداف المرافعة والتشبيك مع دعم باقي فعاليات النسيج الجمعوي الوطني والشركاء ذوي الإشعاع الدولي في المجال مثل الهيئة الدولية للإذاعات الجمعوية (AMARC) التي تضم 4000 عضوا موزعة على 115 دولة، وهو دعم انطلق فعليا على كل حال.

- يطالب المشاركون في لقاء مراكش بمعية منتدى بدائل المغرب بدعم من الهيئة الدولية للإذاعات الجمعوية أن يتم منح جزء مهم من الترددات الإذاعية في نطاق (FM) للإذاعات الجمعوية والجمعيات بشكل عادل ومنصف وشفاف وديمقراطي.

إعلان مراكش (08 دجنبر 2011)

انكب أزيد من ستين من الفاعلين الجمعويين والصحفيين والمدونين والمكونين والفاعلين في وسائل الإعلام ....، ما بين 5 و8 دجنبر 2011 بمدينة مراكش، على تدارس القطاع الإذاعي التابع للقطب العمومي والجمعوي بهدف النهوض بالإعلام المواطن بالمغرب بمشاركة منسقين ومختصين في شبكات الإذاعات الجمعوية على صعيد العالم جاؤوا على الخصوص من أمريكا اللاتنية (الأرجنتين والبرازيل) وإفريقيا (غانا، السينغال، النيجر، مصر، تونس) المشرق (فلسطين) وأوروبا (فرنسا). وقد همت أشغال اللقاء وورشاته مواضيع التأطير القانوني والضبط والضبط الذاتي الواجب النهوض بها حتى يصبح هذا القطاع، ذو المنفعة العامة، عنصرا أساسيا لدمقرطة المشهد الإعلامي الوطني. وفي أعقاب النقاشات والتبادلات حول المعايير الدولية الموصى بها (خاصة من طرف اليونيسكو والميثاق الإفريقي للإذاعات) وحول التجارب الناجحة عبر العالم، اعتمد المشاركون الإعلان التالي :

- في ظل الخيار الديمقراطي، الذي أضحى خيارا لا رجعة فيه بالنسبة لمجتمعات المنطقة المغاربية والمشرق، أضحى وجود حقل إعلامي، متنوع وديمقراطي تعززه المشاركة الفعلية للمواطنين وتملكهم لسبل التعبير الإعلامي، رافعة أساسية للمجتمعات ولأنماط الحكامة المعتمدة بها على كل المستويات وفي كل مناحي الحياة المشتركة؛

- إن كل حقل إعلامي يسعى إلى دمقرطة الدولة والمجتمع، و تحقيق مواطنة فاعلة في مجال الحكامة، خاصة عبر وسائل الإعلام الجمعوية، يجب أن يكون موجها ومؤطرا بمرجعية حقوق الإنسان كما هي منصوص عليها في الإعلان العالمي لحقوق الإنسان وفي أخلاقيات المهنة والمواثيق المعتمدة عالميا والمعمول بها من لدن مهنيي قطاع الإعلام؛

- كما تبرهن على ذلك بشكل جلي كل أشكال ومبادرات التعبيرات المواطنة، خاصة "النضال الرقمي" للشباب في المنطقة المغاربية والمشرق، فقد أضحى "الحق في الاتصال"، أكثر من أي وقت مضى، حقا ثابتا غير قابلا للتصرف. وهو حق بات يستدعي، في هذه المرحلة الحاسمة من حياة الشعوب، تبويئه مكانة متقدمة في مرجعية حقوق الإنسان؛

- حتى يتمكن قطاع الإعلام الجمعوي من لعب دوره الهام في النهوض بثقافة وحكامة ديمقراطية، تشاركية ومواطنة، يتعين عليه الحرص على احترام المعايير والممارسات الفضلي التي تميز تلك الثقافة وتلك الحكامة والنهوض بإعمالها على الدوام، وعلى أن تحترم كل جوانب وأنشطة أي إذاعة جهوية تلك المعايير سواء على مستوى التنظيم أو التسيير أو التمويل أو التدبير أو على مستوى المضامين. وفي هذا الصدد، اعتمد كل المشاركين في لقاء مراكش المبادئ والمعايير التي توصي بها الهيئة الدولية للإذاعات الجمعوية (AMARC) وعدد من تجارب وسائل الإعلام الجمعوي الناجحة عبر العالم التي جعلت من تلك

2. مرافعة "من أجل إصلاح المشهد الإعلامي السمعي البصري المغربي"

عقب أشغال اللقاءات الثمانية، عمل المشاركون على إصدار توصيات والخروج بعناصر لاستراتيجية الترافع من أجل الدعوة إلى إصلاح قطاع الاتصال بما يضمن فتح الحقل الإعلامي في وجه الإذاعات الجمعوية وضبط وسائل الإعلام الإلكترونية.

1] من أجل إطار تشريعي يضمن وجود الإذاعات الجمعوية

أجمع المشاركون على أن المناخ الحالي، وما يشهده من نقاشات وإصلاحات، يعد ملائما جدا من أجل القيام بتعديلات والتقدم بمقترحات لسد الفراغ القانوني القائم، مؤكدين أنه يجب اغتنام هذه الفرصة من أجل المشاركة بقوة في ورش الإصلاحات الجارية بالمغرب والانخراط فيها كقوة اقتراحية.

ووفق هذا المنظور، أصدر المشاركون التوصيات التالية :

اعتبارا لضرورة المسارعة إلى الفعل في هذا السياق المطبوع بالإصلاحات، وإطلاق التفكير والنقاش حول التشريعات القائمة، فإن أولى خطوات المرافعة من أجل الاعتراف بالإذاعات الجمعوية يجب أن تهم :

- بلورة استراتيجية للمرافعة؛
- تشكيل لجنة وطنية لتتبع المرافعة، تكون مشكلة من فاعلين بالمجتع المدني من الجهات الستة الكبرى للمغرب؛
- إعداد مذكرة، ومشروع قانون ومدونة أخلاقيات من أجل تعديل القانون رقم 77-03؛

كما يتعين في الوقت ذاته، تعزيز قدرات الفاعلين الجمعويين. وفي هذا الصدد تم الخروج بالتوصيات التالية :

- دعم مشاريع نموذجية لإذاعات الأنترنت (webradios) مما من شأنه دعم المرافعة (إذاعة الرشيدية، إذاعة نساء سوس...) وذلك من خلال تنظيم دورات تكوينية وتقديم التجهيزات التقنية اللازمة؛
- اقتناء جهاز خادم (serveur) لاحتضان إذاعات الأنترنت الخاصة بالجمعيات؛
- إطلاقة إذاعة "جسور" (e-joussour) كإذاعة أنترنت تشاركية تكون ناطقة باسم المجتمع المدني في المغرب وبالمنطقة المغاربية والمشرق.

3] آفاق الإذاعات الجمعوية بالمغرب

لقد بلغ الحقل الإعلامي المغربي مستوى من النضج يؤهله للانفتاح على وسائل الإعلام الجمعوية لاسيما الإذاعات.

كما أن الظرفية الحالية، وما تشهده من نقاشات وإصلاحات، ملائمة للقيام بالتعديلات الضرورية على القانون ليسمح بالترخيص لوسائل الإعلام الجمعوية، خاصة الإذاعات إلى جانب وسائل الإعلام العمومي والخاص وليقوم بضبط قطاع الإعلام الإلكتروني، الذي يلعب دورا لا يمكن إنكاره في مجال الإعلام، لكن دون تقليص حرية التعبير والرأي التي يوفرها.

يناضل المجتمع المدني المغربي اليوم من أجل تصحيح هذا الوضع وتدارك النقص حيث تحذوه في ذلك قناعته بأنه من حق الساكنة التي يمثلها التمتع بالحق في الاتصال كما تقره القوانين والمواثيق الدولية ويضمنه الدستور المغربي الجديد.

لقد انطلقت مطالبة المجتمع المدني المغربي من أجل الاعتراف القانوني بالإذاعات الجمعوية والنهوض بها منذ سنة 1102، وهي قائمة على ترصيد واستثمار كل المبادرات السابقة في هذا المضمار، لاسيما مؤتمر منظمة الأمم المتحدة للتربية والعلوم والثقافة (اليونسكو) والحكومة المغربية حول الإذاعات الجمعوية المنظم سنة 2007 بالرباط والحوار الوطني حول الإعلام والمجتمع. و يتبنى هذا المطلب نحو ألف جمعية ناشطة بكل جهات المملكة و ذلك بمبادرة وإشراف من منتدى بدائل المغرب (FMAS).

"حيث ستساهم هذه المبادرة أيضا في تعزيز الجهود الرامية إلى وضع إطار أفضل لإنشاء الإذاعات الجمعوية بالمغرب، في الوقت الذي يشهد فيه المجال السمعي والبصري تغييرات هامة."

نبيل بن عبد الله، وزير الاتصال *(دجنبر 2006)*، بمناسبة إنشاء بالمغرب كرسي اليونسكو في "الاتصالات العامة والجمعوية"

2] الإذاعات الجمعوية

تاريخها وتطورها عبر العالم

إذا كان هناك العديد من التعاريف للإذاعات الجمعوية ، فكلها تجمع على أن هذه الإذاعات تساهم في دمقرطة مجال الاتصال والتواصل وضمان المشاركة الفعلية للساكنة، إذ تُمَكِّنُ من الولوج للمعلومة وتسمح لساكنة، غالبا ما تعاني التهميش، بإسماع صوتها كما تشجع الممارسة الديمقراطية وتعمل على تثمين الثقافات المحلية.

نشأت الإذاعات الجمعوية بأمريكا اللاتينية خلال سنوات الخمسينات لمواجهة تفشي الفقر والظلم الاجتماعي، كما تطورت في أوروبا وآسيا وإفريقيا بهدف المشاركة في التنمية المستدامة وإرساء الديمقراطية.

وتشكل هذه الإذاعات اليوم حركة دولية تحظى بالاعتراف القانوني في أزيد من مائة دولة بقارات العالم الخمس، وتتبوأ مكانة خاصة في المشهد الإعلامي الوطني إلى جانب وسائل الإعلام العمومية والخاصة، وتتأكد مكانتها يوما بعد يوم كقطاع مكمل له مهام ووظائف مختلفة داخل المجتمع. إذ تُسْهِم بقيمتها المضافة في المشهد السمعي البصري ليس فقط في ما يتصل بدمقرطة الاتصال السمعي البصري (الولوج إلى المعلومة وتملك المواطن لوسائل الإعلام، ضمان حرية التعبير السياسي والثقافي للساكنة التي تعاني الإقصاء والتهميش ... إلخ) ولكن أيضا من خلال إسهامها الهام في تعزيز مشاركة المواطنين في مسلسل التنمية.

المغرب : عدم الترخيص للإذاعات الجمعوية

منذ سنة 2002، لم يعد قطاع السمعي البصري خاضعا لاحتكار الدولة : فقد صادق البرلمان على قانون جديد للاتصال السمعي البصري وتم إحداث الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري.

غير أن إصلاح قطاع السمعي البصري لم يفض إلى إرساء التعددية المرجوة، إذ مازال المشهد الإعلامي حكرا على وسائل الإعلام العمومية والخاصة ذات الطابع التجاري. أما الإذاعات الجمعوية، الموجودة في كل البلدان الديمقراطية، فمازالت ممنوعة بالمغرب.

تجارب إذاعات الأنترنت

مازالت إذاعات الأنترنت، التي تشكل بديلا عن الإذاعات التقليدية والتي يمكن إحداثها بتكلفة زهيدة، قليلة جدا في المشهد الإعلامي الإلكتروني المغربي. فقد تم إطلاق بعض التجارب لكنها تظل غير ذات أثر كبير ولم تتمكن لحد الآن من أن تصبح مرجعا في هذا المجال داخل الحقل الإعلامي (مثال إذاعة الأنترنت "يا بلادي" بوابة الجالية المغربية المقيمة بالخارج (http://www.yabiladi.com)

من الدعم العمومي أو إبرام عقود إشهار أو الحصول على البطاقة المهنية) والعجز القائم في مجال التكوين (الذي ينجم عنه وقوع انتهاكات للملكية الفكرية ولأخلاقيات المهنة) يعيق تطور هذه الوسائل الإعلامية.

بعض التجارب [بوابات ومدونات]

تم تنظيم جلسة خاصة بعرض جملة من التجارب للإعلام البديل وذلك من أجل تبيان تنوع المبادرات المتخذة في هذا المجال وكذا تحسيس المشاركين بطبيعة المشاكل والعراقيل التي يمكن مواجهتها في تدبير هذا النوع من وسائل الإعلام. ففي بعض المناطق خاصة بالشمال والجنوب الشرقي من البلاد، بدأت بعض المواقع والبوابات الجماعية، خلال السنوات الأخيرة، الانفتاح على تجربة بث محتويات إذاعية وتلفزية باستخدام تقنية البث الحي عبر الأنترنت (streaming).

وتمثل المدونات والبوابات (مواقع الأنترت) وسائل التواصل البديلة الأكثر انتشارا نظرا لسهولة إحداثها واستعمالها وانخفاض تكلفتها المادية وما تتيحه من إمكانية التقاسم الآني للمعلومة. هكذا، إلى جانب المدونات والمواقع الإخبارية (التقليدية) تم إحداث منابر أخرى تسعى إلى التعريف بأنشطة المجتمع المدني والفضاء المحلي.

وفي هذا المضمار تعرف جهات سوس ماسة درعة والوسط والشمال إطلاق بوابات تهدف إلى النهوض بالجهة والتعريف بالأنشط التي تحتضنها (مثال : بوابة خاصة بمدينة الجديدة (http://www.eljadida.com).

ويبقى الريف والجنوب الجهتان اللتان تعرفان أكبر دينامية في المجال. فبالنظر لوجود إحساس لدى الساكنة بتعرضها للإقصاء من لدن وسائل الإعلام التقليدية، عملت على تطوير وسائل إعلامية خاصة بها، مما ساهم في تيسير نشر المعلومة بالجهة والولوج إليها والتنديد بالتجاوزات وأشكال الشطط والانتهاكات التي تطال حقوق الإنسان (مثال : بوابة الريف (http://www.arrifinu.net و بوابة الرشيدية).

إذا كانت المدونات والصحافة الإلكترونية تعرف تطورا وازدهارا مهما، فإن الإذاعات، التي تمثل البديل الأكثر ملائمة للاستجابة للحاجيات الخاصة للساكنة ولتيسير الولوج العادل والديمقراطي للمعلومة نظرا للنسبة العالية للأمية (أكثر من 50 في المائة من الساكنة) ولعزلة الجهات خاصة في الوسط القروي ولعمق الهوة الرقمية وللتنوع اللغوي والثقافي القوي، تبقى حكرا على وسائل الإعلام السمعي البصري الخاصة والعمومية لأن الجمعيات مازال غير مرخص لها استغلال الترددات الإذاعية.

1.الإعلام البديل داخل المشهد السمعي البصري المغربي : رافعة للدمقرطة

لقد أَحْدَثَ استعمال تنكولوجيات الإعلام والاتصال، خلال السنوات الأخيرة، تغييرا عميقا في المشهد الإعلامي وبصمه بالتنوع، إذ لم يعد مقتصرا على وسائل الإعلام الكلاسيكية وذلك بالنظر لما عرفته وسائل الإعلام البديلة أو "المواطنة" من تطور.

وفي يومنا هذا، تعترف أغلب الدول الديمقراطية بتعددية المشهد السمعي البصري الذي تتعايش فيها ثلاث منظومات إعلامية متكاملة هي : القطاع العمومي التابع للدولة، القطاع الخاص-التجاري والقطاع الجمعوي الذي يبث محتوياته سواء على الأثير أو عبر الأنترنت.

وتمثل الهدف من اللقاءات التشاورية للنقاش والتبادل التي نُظِّمَت في إطار مشروع "الإعلام الجمعوي، من أجل إعلام مواطن"، إلى الوقوف من جهة عند الوضعية الراهنة للمشهد السمعي البصري وعند وضعية وسائل الإعلام الإلكترونية والجمعوية بالمغرب على ضوء مداخلات لخبراء وطنيين ودوليين، ومن جهة أخرى تسليط الضوء على مختلف التجارب الناجحة على المستوى الوطني والدولي. وقد سمحت تلك المناقشات من رسم آفاق الإعلام الجمعوي بالمغرب.

1] الإعلام البديل

الوضع الراهن

عرف المشهد الإعلامي المغربي خلال العقد الأخير تناميا كبيرا لوسائل الإعلام الإلكترونية التي جاءت لتشكل بديلا عن وسائل الإعلام الكلاسيكية (التقليدية). وسرعان ما فرضت هذه المنابر نفسها على الساحة الإعلامية وأضحت تشكل اليوم مصدرا للمعلومات لا غنى عنه بالنسبة لشريحة واسعة من الساكنة. كما أنها تمكن المغاربة المقيمين بالخارج والرأي العام الدولي من الاطلاع على الأخبار التي تهم المغرب فور وقوعها، وتمثل بشكل خاص سلطة حقيقية في مجال التنديد بانتهاكات حقوق الإنسان.

غير أن وضعية هذه الوسائل الإعلامية الإلكترونية تبقى مرتبطة بشكل كبير بالسياق العام لحرية التعبير والاتصال بالمغرب وتظل مرتبطة ارتباطا وثيقا بالحقل الإعلامي المغربي.

هكذا، فإن غياب إطار قانوني يضبط وسائل الإعلام الإلكتروني (مما ينجم عنه استحالة استفادتها

الناظور

16 و *17* يوليوز *2011*

بتعاون مع «جمعية إحنجارن نوزغنغان للإبداع الفني» (AJCASEG)

الجهة الشرقية، الشرق والريف : وجدة، الناظور، الحسيمة، بركان...

الجديدة

24 و *25* شتنبر *2011*

جهتا تنسيفت-الحوز ودكالة-عبدة : مراكش، الصويرة، آسفي، الجديدة...

العيون

8 و *9* أكتوبر *2011*

بتعاون مع منتدى الساقية الحمراء وادي الذهب للديمقراطية والتنمية بالعيون

الجنوب، الصحراء : العيون، الداخلة، طرفاية، تزنيت، كلميم، سيدي إفني

مراكش

27 و *28* أبريل *2012*

مشاركون من المغرب وتونس ومصر وفلسطين والسينغال وفرنسا والدنمارك

لقاءات وطنية

الرباط

30 أبريل *2011*

جهة الوسط وتضم مدن : الرباط، الدار البيضاء، القنيطرة، الخميسات، سلا، سيدي قاسم، سيدي سليمان، المحمدية...

زاكورة

28 و *29* ماي *2011*

بتعاون مع النسيج الجمعوي للتنمية والديمقراطية بزاكورة (RAZDED) و منتدى بني زولي للتنمية والتواصل (FOBDEC)

جهة سوس ماسة درعة وجهة تافيلالت : أكادير، تارودانت، زاكورة، ورزازات، الراشيدية...

تطوان

25 و *26* يونيو *2011*

بتعاون مع شبكة العمل المدني (RAC)

جهة الشمال : طنجة، تطوان، شفشاون، العرائش، وزان، فاس، تاونات، أصيلة، القصر الكبير...

لقاءان دوليان

مراكش

من *5* إلى *8* دجنبر *2011*

مشاركون من المغرب وتونس ومصر وفلسطين والسينغال وغانا والأرجنتين وفرنسا والدانمارك

وقد تم ما بين أبريل 2011 و أبريل 2012 تنظيم ثمانية لقاءات تشاورية مع فاعلي المجتمع المدني من أجل التفكير في شروط وكيفيات ضبط وتنظيم حقل وسائل الإعلام الإلكترونية وإحداث الإذاعات الجمعوية بالمغرب:

- تم تنظيم ست ندوات وطنية للنقاش والتشاور في ست مدن مغربية لفائدة فاعلين جمعويين بمجموع جهات المملكة،
- وتلا ذلك تنظيم لقاءين دوليين بحضور خبراء دوليين عملوا على تقاسم تجاربهم مع الحضور والمشاركة في إنجاح وتعزيز هذا المسار الذي تم إطلاقه.

وجمعت هذه اللقاء ات في المجمل نحو 700 مشارك يمثلون ألف جمعية وشبكة وباحثين في مجال الإعلام وصحفيين وخبراء وطنيين ودوليين، انكبوا على وضع تشخيص للمشهد الإعلامي وتدارس ومناقشة استراتيجية للترافع والخروج بمقترحات وتوصيات. وتهدف هذه المرافعة إلى إصلاح قطاع الإعلام والاتصال بشكل يجعله يضمن فتح المشهد السمعي البصري في وجه وسائل الإعلام الجمعوية خاصة الإذاعات ويضبط وسائل الإعلام الإلكترونية التي تعرف انتشارا وازدهار لم يسبق له نظير.

يشكل هذا الإصدار ملخصا للعروض والنقاشات التي شهدتها اللقاءات المذكورة ويتضمن أبرز المقترحات والتوصيات التي خرج بها المشاركون بالإضافة إلى إعلان مراكش الذي يشكل أول مرافعة سياسية سيتم القيام بها.

الرباط, 15 يونيو 2012

مقدمة

يعمل "منتدى بدائل المغرب" (FMAS)، منذ سنة 2003، على إرساء أسس مجتمع مغربي ديمقراطي، مواطن ومستقل. ويندرج عمل منتدى بدائل المغرب، كمنظمة غير حكومية، في إطار المعركة الجماعية من أجل احترام حقوق الإنسانية للساكنة التي تطالها، بدرجات مختلفة، انتهاكات لحقوقها السياسية والمدنية وحقوقها الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية. ويتبنى المنتدى مقاربة استراتيجية قائمة على التخطيط والاضطلاع بأنشطة ومشاريع بتظافر للجهود مع كل الحركات والفاعلين المعنيين بالديمقراطية والإنصاف والعدالة الاجتماعية وذلك حول أربعة محاور استراتيجية : "الحكامة والديمقراطية"، "الشباب"، "الحركات الاجتماعية" و"التكنولوجيات الجديدة للإعلام والاتصال في خدمة المجتمع المدني".

وفي إطار المحور الأخير، وضعت بوابة "جسور" (بوابة المجتمع المدني مغرب- مشرق) وهي برنامج لمنتدى بدائل المغرب، مشروع " الإعلام الجمعوي ، من أجل إعلام مواطن « "، يساهم في تمويله الاتحاد الأوروبي. ويهدف هذا المشروع إلى تعزيز أسس الديمقراطية وتوسيع هامش الحريات العامة لاسيما حرية التعبير وحرية وسائل الإعلام في المغرب وفي بلدان المنطقة المغاربية والمشرق بشكل عام. ويندرج المشروع كلية في نطاق مسلسل الإصلاح الجاري بالمغرب، غايته أن يشكل قوة اقتراح من أجل إنجاح مسار بدء منذ عدة سنوات لفتح المشهد الإعلامي في وجه الإذاعات الجمعوية.

كما يرمي ، عبر ما ينظمه من أنشطة للتفكير والتشخيص والمرافعة والرصد، إلى المساهمة في تعزيز قدرات منظمات المجتمع المدني للاضطلاع بدورها في تقديم مقترحات والترافع من أجل إصلاح قطاع الاتصال. إصلاح يضمن إعمال قيم حريةَ الرأي والتعددية، في احترم الأخلاقيات وأخلاقيات المهنة، وكذا فتح الحقل الإعلامي في وجه الإذاعات الجمعوية.

ويسعى المشروع أيضا، من خلال وضع وتنفيذ برامج للقاءات التشاورية ودورات تكوينية في المجال التقني ولقاءات مع عدد من الفاعلين الدوليين في المجال، إلى تعزيز قدرات الفاعلين الجمعويين في المجال التقني وفي مجال أخلاقيات المهنة في ما علاقة له بتنشيط الإذاعات الجمعوية والنهوض بها ونشر معلومات بديلة ذات جودة وفي المتناول ومرتبطة بواقع الساكنة.

اللقاءات التشاورية الوطنية و الدولية

التوصيات والإعلانات

"من أجل مرافعة لإصلاح قطاع الاتصال"

2011-2012

بوابة المجتمع المدني مغرب مشرق "جسور"

برنامج منتدى بدائل المغرب،

عمارة 53 شقة 16 زنقة ملوية اكدال الرباط

هاتف : 26 39 68 37 5 212+ - فاكس : 22 07 77 37 5 212+

البريد الالكتروني ejoussour@gmail.com - www.e-joussour.net

بدعم من الإتحاد الأوربي

اللقاءات التشاورية الوطنية و الدولية

التوصيات والإعلانات

"من أجل مرافعة لإصلاح قطاع الاتصال"

2011-2012

"الإعلام الجمعوي"
من أجل إعلام مواطن
ⴰⵙⵏⵖⵎⵙ ⵏ ⵡⵢⴷⵓⴷ,
ⵉ ⵡⵙⵏⵖⵎⵙ ⴷ ⴰⵏⴰⵎⵓⵔ
MÉDIAS COMMUNAUTAIRES,
POUR UNE INFORMATION CITOYENNE

بدعم من